



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Prouvy, le 13 août 2014

Unité Territoriale  
du Hainaut-Cambrésis-Douais  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES CEDEX

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT  
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)  
POUR PASSAGE AU CODERST**

Affaire suivie par Patrick DEREUMAUX  
patrick.dereumaux@developpement-durable.gouv.fr  
Téléphone : 03.27.21.05.15  
Télécopie : 03.27.21.00.54

Référence : PD/V2.2014.665

**OBJET** : SICCANOR.

**REFERENCE** : Demande de SICCANOR du 10 janvier 2014 pour l'abandon des  
dispositions de l'APC du 22 juillet 2010 (RSDE, surveillance initiale).

**P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**EQUIPE** : V2  
**N°S3IC** : 070.01084  
**Type d'établissement** : Autorisation / IED

- **Raison sociale** : SICCANOR
- **Adresse du siège social et de l'établissement** : 11, rue de Louches – BP 55 – 59 282 Douchy les Mines
- **Activité** : Fabrication de composés organométalliques
- **Nombre de salariés** : 21

**Sommaire**

- |  |   |
|--|---|
| 1- Objet de la demande                     |   |
| 2- Présentation de la société              | Annexe :                                      |
| 3- Situation administrative                |   |
| 4- Avis de l'inspection de l'environnement | 1- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire |
| 5- Avis de l'exploitant                    |   |
| 6- Propositions de suites administratives  |   |

Siccanor\_Douchy-les-Mines\_RAPCO\_070.01084\_13082014

## 1 OBJET DE LA DEMANDE

Par courrier du 28 octobre 2013, transmis le 13 novembre 2013 par la Préfecture du Nord, l'exploitant a envoyé un dossier de porter à connaissance reprenant une demande :

- de mise à jour de la liste des installations classées de son arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2005,
- de modification du circuit de refroidissement des installations.

Ces modifications ont eu pour conséquence de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant du 30 août 2005 par arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2014 (rapport CODERST du 30 avril 2014).

Durant l'instruction de ce PAC avec l'inspection de l'environnement, l'exploitant a demandé, par courriel du 10 janvier 2014, la révision des dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2010 (RSDE, surveillance initiale).

Cette demande, à la suite des modifications apportées au circuit de refroidissement, propose l'abandon des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2010.

## 2 PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société SICCANOR Chimie est implantée dans le département du Nord sur la commune de DOUCHY LES MINES.

Elle a pour principale activité la fabrication de composés organométalliques (catalyseurs, intermédiaires de synthèse).

La société SICCANOR Chimie est classée sous le régime de l'autorisation par arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2005.

Cet arrêté a pris en compte le déménagement des activités de l'exploitant de son site 19 rue Gambetta vers le nouveau site 11 rue de Lourches, toujours à DOUCHY LES MINES.

En réalité, la mise en application de ce déménagement a commencé en 2007.

Actuellement, les bureaux du siège, les installations de stockage et l'atelier de broyage sont transférés.

L'installation de combustion est opérationnelle.

L'atelier principal de production des lignes "cobalt", "fer" et "chrome" où se situent la majorité des réacteurs, équipés de leurs circuits de refroidissement, est opérationnel.

L'atelier de fabrication d'isopropylate d'aluminium n'est pas installé. L'exploitant a indiqué que cette production (96 t/an, 20 jours de production) peut être transférée sur les réacteurs de l'atelier principal.

## 3 SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est réglementé par les arrêtés préfectoraux des :

- 30 août 2005 arrêté d'autorisation, modifié par APC du 23 juillet 2014
- 22 juillet 2010 (RSDE surveillance initiale)

## 4 AVIS DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'APC du 23 juillet 2014 a autorisé les modifications du circuit de refroidissement de la façon suivante :

- le circuit primaire (ouvert sur la Selle) est équipé de 3 pompes de débit nominal de 75 m<sup>3</sup>/h. En marche normale, une seule pompe fonctionne. Une 2<sup>ème</sup> pompe peut être mise en service si nécessaire. La 3<sup>ème</sup> pompe sert de secours.
- le circuit secondaire (eau adoucie en circulation dans les doubles-enveloppes des réacteurs) fonctionne avec 4 pompes de débit nominal de 30 m<sup>3</sup>/h. Seules 2 pompes sont nécessaires au fonctionnement normal, les 2 autres, ajoutées au circuit initial prévu dans le DDAE de juillet 2004, servent de secours.
- le by-passé, initialement prévu, pour un refroidissement de secours direct des installations (circuit ouvert sur la Selle) et le jeu de vannes correspondant ont été supprimés.

Le cloisonnement entre les circuits primaire et secondaire est désormais assuré. La possibilité de rejet des eaux de refroidissement dans la Scelle est supprimée.

Les dispositions de l'APC du 22 juillet 2010, concernant un programme de mesures de surveillance initiale de ces rejets (RSDE), peuvent donc être abrogées.

## 5 AVIS DE L'EXPLOITANT

Le projet d'arrêté préfectoral a été transmis à l'exploitant le 05 août 2014. Par courriel du 12 août 2014, il a indiqué n'avoir pas d'observation sur ce projet d'arrêté joint en Annexe 1.

## 6 PROPOSITIONS DE SUITES ADMINISTRATIVES

En application de l'article R.513-2 du Code de l'Environnement, l'inspection de l'environnement propose au préfet du Nord de prendre acte de la demande formulée le 10 janvier 2014 par l'exploitant.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint propose l'abrogation des prescriptions de l'APC du 22 juillet 2010.

Au regard des éléments développés dans le présent rapport et en application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection de l'environnement propose au préfet du Nord de soumettre le projet d'arrêté préfectoral, joint en Annexe 1, à l'avis des membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspection de l'environnement propose au préfet et aux membres du CODERST d'y donner une suite favorable.

L'Inspecteur de l'environnement  
(spécialité installation classée)

Patrick DEREUMAUX

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques  
Prouvy, le

Le Chef d'Unité, *par intermédiaire*

13 AOÛT 2014

*R. PREWOT*

Daniel HELLEBOID

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE  
12 et 14 rue Jean Sans Peur  
59039 LILLE CEDEX  
pour passage en CODERST

Lille, le 21 AOÛT 2014

Pour le Directeur et par délégation,

P/ L'Ingénieur des Mines,  
Le Chef du Service Risques, *par intermédiaire*

Alexandre DOZIERES

*L. CHAUVEL*



<p style="text-align: center;"><b>PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE</b> <b>SICCANOR à DOUCHY LES MINES</b></p>
---

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais,  
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment le livre V,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2005, modifié le 23 juillet 2014, autorisant la société SICCANOR à exploiter des installations relevant de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 juillet 2010, imposant à la société SICCANOR les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau,

Vu la demande de l'exploitant du 10 janvier 2014,

Vu le rapport de l'Inspection de l'environnement du 13 août 2014,

Vu l'avis en date du XXX Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

**Article 1 – Objet**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 juillet 2010, imposant à la société SICCANOR, dont le siège social est situé à DOUCHY LES MINES, 11 rue de Louches, les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau, sont abrogées.

**Article 2**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés.
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

